Projet de bouclier antimissile en Europe: pour qui la prévention est-elle urgente?

Description

Le projet d'installation d'éléments d'un bouclier antimissile sur les territoires tchèque et polonais remonte à plus de douze ans, mais ce n'est que depuis 2007 qu'il occupe le devant de la scène médiatique. C'est que le comportement unilatéral de l'administration américaine depuis 2001 fait craindre une volonté d'abandonner tout contrôle en matière d'armes de destruction massive (ADM) et s'apparente de plus en plus à une nouvelle course aux armements. Tentative de diviser l'Europe?



Cette stratégie provoque en tout cas la réaction plus qu'agacée de la Russie et la franche hostilité des voisins des deux pays concernées. Pays dont les citoyens, à mesure qu'ils sont informés, acquièrent le sentiment d'une atteinte «impériale» à leur souveraineté. Et l'impression que le discours sur l'absolue nécessité de défendre les intérêts nationaux face aux menaces à venir ne servirait en réalité qu'à faire faire passer «en contrebande» un projet techniquement obsolète, stratégiquement discutable et potentiellement nuisible à l'avenir politique de l'Europe.

Du secret à une clarté obscure

Les premiers pas des autorités américaines remontent à 1997-1998 selon les témoins de l'époque. Depuis 2002, date du Sommet de l'Otan à Prague, l'intention de l'administration américaine est connue: le «bouclier» fait partie intégrante de la doctrine sur la guerre préventive et figure parmi les objectifs de l'Alliance. Les réticences manifestées alors par certains pays face à ce renforcement du lien militaire transatlantique et les nuisances qu'il a pu provoquer dans les relations UE-Russie, se sont depuis évanouies. En 2002, Washington a donc remporté une victoire diplomatique. En 2007, les ministres de la Défense de l'Alliance atlantique n'ont émis aucune réserve sur le projet américain en Pologne et en République tchèque, envisageant même une complémentarité avec une future défense de territoire, à l'étude au sein de l'Alliance pour assurer la couverture défensive du flanc Sud. Tous ont approuvé l'analyse américaine des risques encourus par l'Europe, les Etats-Unis et les troupes américaines déployées sur le «Vieux continent»: ces risques viendraient d'Iran. Le président américain G.W.Bush, profitant du sommet du G8 en Allemagne, a effectué en juin 2007 une tournée-éclair dans quatre pays de l'ancien bloc communiste: la République tchèque, la Pologne, l'Albanie et la Bulgarie. Tant à Prague qu'à Varsovie, il a défendu la proposition américaine qui, dans les visions d'anticipation des stratèges du Pentagone, doit parer aux attaques iraniennes (mais aussi nord-coréennes...). Cette démarche, ainsi que le choix de l'emplacement des sites, ne pouvait qu'irriter la Russie -qui se sent directement visée-, mais aussi certains voisins européens (Slovaquie, Autriche, Allemagne), agacés par l'arrogance américaine et sa stratégie d'évitement de toute concertation.

Tergiversations tchèques

Les responsables politiques tchèques successifs avaient réussi, jusqu'en 2006, à garder le secret du projet, y compris à l'égard des membres de la Commission de défense du Parlement. Ce n'est qu'une fois les élections législatives de juin passées, alors qu'aucun parti politique n'avait ce point précis au programme, que le thème du bouclier antimissile a fait irruption sur la place publique. Alors que les consultations avaient lieu jusque-là « secrètement» aux Etats-Unis, tout a changé à partir de 2007. A Prague, ville paralysée pour des raisons de sécurité, G.W.Bush est venu en juin arracher un engagement plus ferme, en échange de vagues promesses d'investissements et de suppression des visas... A cette occasion, la ministre tchèque de la Défense, Vlasta Parkanova, a enregistré et offert à G.W.Bush un *single*, intitulé «

Bienvenue radar!», reprise d'un succès de 1961 composé à la gloire du premier homme dans l'espace, «*Bonne nuit, commandant Gagarine!*».

Le président Vaclav Klaus, favorable au projet, n'excluait pas cependant un recours au référendum national. Pour cela, il lui fallait que le Parlement adopte une loi en ce sens. En outre, en tant chef du Conseil de défense nationale, il devait attendre l'avis des experts. Au sein de la fragile coalition qui gouverne, composée de conservateurs chrétiens-démocrates et de Verts, les premiers étaient majoritairement pour, tandis que les Verts auraient souhaité que ce système soit négocié au sein de l'Otan. De concert avec l'opposition social-démocrate, ils n'étaient pas opposés à l'idée d'un référendum national, espoir définitivement enterré depuis par un vote des députés en octobre 2007. La décision appartiendra donc au gouvernement qui, en cas d'acceptation du projet, devra passer par un vote au Parlement.

Depuis un an, le rythme des visites de hauts-gradés et d'experts militaires américains s'accélère en République tchèque, ainsi que le *lobbying* des firmes intéressées au projet. Le missilier Raytheon est même à l'origine d'un récent scandale: en collaboration avec l'ambassade des Etats-Unis, la firme avait convié les députés et les sénateurs à un «*dîner de consultation et de présentation*». Les dernières informations font état de 90 millions de dollars qui sont prêts à être investis lors de la première phase en cas d'acceptation et assortis d'une offre supplémentaire de 40 millions de dollars d'investissements par an. Bien entendu, au plus grand profit des firmes locales! Le chef du gouvernement, Mirek Topolanek, doit se rendre à Washington en février 2008: au programme des discussions, la suppression des visas, divers sujets concernant la coopération économique et... le radar.

Tribulations polonaises

Lors de sa rapide visite de juin 2007, G.W.Bush a été reçu à la résidence de Hel par le Président polonais, Lech Kaczynski, qui n'a pas manqué de surprendre: non seulement il n'a pas souscrit de manière inconditionnelle à ce projet, mais il a présenté des exigences fermes en matière de garanties de sécurité, tout en cherchant à apaiser les craintes russes de voir des silos à missiles à Redzikowo. Il attendait des réponses plus précises à l'occasion de sa visite aux Etats-Unis, programmée pour juillet 2007. Même l'opposition avait alors salué son attitude, notamment le PSL, qui pense qu'il ne sert à rien de se hâter, puisqu'en cas d'un changement politique aux Etats-Unis à l'issue de la présidentielle de novembre 2008, ce projet risque de tomber à l'eau.

Depuis, les législatives en Pologne ont conduit à un changement de majorité. Donald Tusk, le nouveau Premier ministre, s'est récemment prononcé contre toute décision hâtive concernant ce projet américain dans son pays. Par ailleurs, le chef de la diplomatie, Radoslav Sikorski, a indiqué qu'aucune décision n'avait été adoptée. Le nouveau gouvernement de coalition de centre-droit a adopté une stratégie de négociation différente de celle du précédent, nationaliste-conservateur et fortement pro-américain, dirigé par Jaroslaw Kaczynski. Ce dernier, avait accepté le principe d'installation d'une dizaine d'intercepteurs sur le territoire, sans en avoir évalué en détail les coûts et les risques pour la sécurité de la Pologne (faisant du pays une cible en cas d'attaque), tout comme il refusait, au nom de la souveraineté intangible de la Pologne, d'associer la Russie aux discussions. Donald Tusk, plus raisonnable, veut gagner du temps et attendre l'élection américaine avant toute annonce définitive, de même qu'il n'est pas opposé à ouvrir des consultations, y compris avec la Russie.

En janvier 2008, les violons ont, semble-t-il, été accordés avec les Tchèques. Le principe adopté serait le suivant: si la Pologne refuse les intercepteurs, il n'y aura pas de radar dans les Pays tchèques. A la Pologne alors de présenter ses exigences et garanties (accord militaire particulier avec les Etats-Unis, aide militaire et technologies de défense dernier cri...), pendant que les Tchèques feront silence sur ces sujets. Tout cela signifierait-il que l'avenir du projet a du plomb dans l'aile? Sans doute faudra-t-il patienter jusqu'à la tenue du prochain Sommet de l'Otan, qui se réunira en avril 2008 à Bucarest, pour en savoir plus. Il se peut que l'Alliance endosse un rôle de garant de sécurité, dans l'hypothèse où les composantes du bouclier antimissile viendraient à intégrer le système de défense antibalistique de l'Otan. Les experts militaires auront vraisemblablement à cœur de débattre de la fiabilité et de l'obsolescence que constate une surprenante étude réalisées par des instituts que l'on peut difficilement considérer comme des repères d'opposants et d'antimilitaristes (*Foreign Policy Analysis*, *Heritage Foundation*, *High Frontier*, *Claremont Institute* ou *George C.Marshall Institute*). Sans doute débattront-ils du rapport annuel du Pentagone sur les essais du système qui constate que le

couple radar-missiles que l'on se prépare à installer dans cette «nouvelle Europe» est le maillon le plus faible et le moins fiable, «*ayant prouvé une capacité limitée face aux menaces extérieures rudimentaires*». Faut-il alors accorder du crédit au Général Henry Obering, grand chef du marketing du projet qui en vantait récemment à Prague «*l'existence et le parfait fonctionnement*»? En janvier 2008, Philip Coyle, ex-adjoint du ministre américain de la Défense, rencontrant les maires des communes du «front de refus», leur a donné raison: selon lui, le radar (actuellement installé aux îles Marshall) est nocif pour les habitants et, de ce point de vue, les meilleurs sites seraient ceux proposés par la Russie; les technologies déjà installées (Alaska et Californie) n'ont pas prouvé leur capacité à défendre les Etats-Unis, donc, en l'état de l'art, encore moins l'Europe; le Pentagone surestime à dessein la menace en dressant une liste de 20 pays dotés de fusées balistiques...parmi lesquels la très belliqueuse Moldavie...

Les citoyens entre le mensonge et le mépris

Dès le début, l'opinion publique tchèque s'est montrée majoritairement opposée au projet: au début de 2007, entre 62 et 65% de la population était contre et moins de 25% pour. Malgré une campagne gouvernementale de promotion du «radar», la proportion des opposants passe, fin 2007, à plus de 70%, alors que celle des avis favorables chute à 15%. 73% des citoyens voudraient encore, contrairement aux élus de la nation, l'organisation d'un référendum! La perception d'une menace augmente -l'œil du système, le radar, devenant la première cible dans l'hypothèse d'une attaque- ainsi que le sentiment d'une perte de souveraineté du pays. Une pétition nationale circule et neuf communes sur seize concernées par le futur site ont voté contre, lors de référendums locaux. Les gens ne cachent pas qu'ils ne veulent plus de soldats étrangers dans leur voisinage (sur l'emplacement de l'ancienne base de missiles soviétiques) ni de zone militaire interdite d'accès du fait du statut extraterritorial de la base.

En Pologne, les sondages du printemps 2007 indiquaient que 56% de la population était contre l'installation de missiles et 28% pour. Plus les informations abondent, plus il est difficile d'aller contre l'opinion majoritaire, d'autant que l'engagement polonais en Irak nourrit le scepticisme quand il s'agit de soutenir des choix américains. La gauche et le centre, pourtant atomisés depuis 2005, se sont organisés pour lancer le 9 mai 2007, Jour de la Victoire, une pétition intitulée «*Stop à la base*» qui demande un référendum. Selon l'étude du constitutionaliste P.Kieronczyk (Université de Gdansk), le projet américain proposé à la Pologne serait incompatible avec pas moins de six articles de la Constitution en vigueur, notamment sur l'interdiction de soustraire une portion du territoire, donc d'accorder un statut extraterritorial. Mais ce qui a sans doute le plus choqué la population, ce fut l'exigence américaine pour que les Polonais assument les coûts de construction et de viabilisation des 300 hectares sélectionnés, la protection du site, tout en acceptant de soustraire la base et le personnel à toute forme de fiscalité et de responsabilité civile en cas d'accident, y compris hors de la base. En somme, un régime de partage des coûts tel que ceux qui s'appliquent en Corée du Sud (50%) et au Japon (75%).

Par Jaroslav BLAHA

Sources principales: *Pravo*, *Lidove Noviny*, *Slovo*, *Gazeta Wyborcza*.
Sites: www.army.cz (site officiel du ministère tchèque de la Défense), www.trokavec.cz (site des communes opposées au projet), http://www.eurotopics.net/

Retour en haut de page

date créée
01/02/2008
Champs de Méta
Auteur-article : Jaroslav BLAHA